

APPEL DU 18 SEPTEMBRE

Pour penser les hommes au XXI^e siècle

Version de travail éditoriale — lecture à plusieurs profondeurs

Depuis plusieurs années, quelque chose s'est installé dans nos sociétés et dans nos conversations.

Quelque chose qui mérite d'être regardé en face, non pour désigner de nouveaux coupables, non pour ajouter une guerre à celles dont les hommes et les femmes ont déjà trop souvent souffert, mais précisément parce que nous souhaitons éviter qu'une logique d'affrontement ne devienne notre horizon commun.

Les rapports entre les femmes et les hommes sont de plus en plus souvent racontés comme ceux de deux camps. Les réseaux sociaux favorisent les formules définitives, les généralisations et les invectives. Les caricatures répondent aux caricatures. Les blessures des uns deviennent parfois le prétexte au mépris des autres. Et les outrances d'un camp servent trop facilement à excuser celles du camp opposé.

Cette supposée guerre des sexes est-elle inévitable ?

Les hommes et les femmes sont-ils condamnés à se regarder comme des adversaires ?

Devons-nous accepter que la misogynie, la misandrie, le mépris et la culpabilité collective deviennent des manières ordinaires de parler de l'autre sexe ?

Devons-nous accepter que la compréhension d'une souffrance exige l'indifférence à une autre ?

Le dernier mot est-il dit ?

L'espérance doit-elle disparaître ?

Non.

Nous ne croyons pas qu'il existe entre les femmes et les hommes une guerre naturelle dont l'issue devrait être la victoire des uns sur les autres.

Mais nous croyons qu'il existe des hommes qui souffrent, des difficultés masculines insuffisamment étudiées, des mots qu'il faut retrouver, des réalités qu'il faut nommer, des histoires qu'il faut transmettre et des questions auxquelles les hommes doivent pouvoir chercher ensemble des réponses.

Les données disponibles suffisent à interdire l'indifférence. En France, les trois quarts des décès par suicide concernent des hommes ; la Drees souligne notamment que la mortalité par suicide est environ trois fois plus fréquente chez les hommes.¹

Les hommes vivent également, en moyenne, sensiblement moins longtemps : en 2025, l'Insee établissait l'espérance de vie à la naissance à 80,3 ans pour les hommes et à 85,9 ans pour les femmes.²

À l'école et dans l'enseignement supérieur, certaines différences méritent également notre attention. Les données publiées par le ministère de l'Éducation nationale montrent aujourd'hui des écarts importants en faveur des filles pour plusieurs indicateurs de réussite scolaire et d'obtention des diplômes : en 2026, par exemple, 85 % d'une génération de filles est titulaire du baccalauréat contre 75 % des garçons, et 29 % des filles sortent de formation avec un master ou davantage contre 22 % des garçons.³

Aucune de ces statistiques ne permet, à elle seule, de raconter toute la condition masculine. Aucune ne saurait davantage effacer les difficultés particulières que connaissent les femmes.

Elles disent simplement quelque chose que nous considérons comme essentiel :

Les hommes ont aussi des problèmes.

Les hommes ont aussi des vulnérabilités.

Les hommes ont aussi besoin d'être étudiés, écoutés et compris.

Et pourtant, il arrive que la réflexion masculiniste soit abordée dans le débat institutionnel moins par les questions qu'elle pourrait poser que par les dangers qu'on lui associe.

Nous ne voulons pas nier ces dangers lorsqu'ils existent. Nous ne voulons protéger aucun appel à la violence, aucune haine des femmes, aucune apologie du viol, aucun harcèlement, aucune idéologie qui ferait de la domination ou de la cruauté une vertu.

Une violence ne devient pas respectable parce que son auteur se réclamerait des hommes.

Une haine ne devient pas masculiniste simplement parce qu'elle est commise par un homme.

Et le masculinisme que nous voulons construire ne trouvera jamais sa grandeur dans la haine des femmes.

Mais nous devons précisément, pour cette raison, pouvoir discuter du sens des mots.

En janvier 2026, le Haut Conseil à l'Égalité a consacré son rapport annuel à ce qu'il nomme « la menace masculiniste » et présente certaines expressions de sexisme hostile comme s'inscrivant dans des logiques d'adhésion et de mobilisations idéologiques collectives.⁴

Nous entendons cette inquiétude.

Mais nous posons également une question.

Un même mot doit-il nécessairement désigner celui qui appelle à haïr une femme et celui qui souhaite étudier la santé des hommes, leur histoire, leurs droits, leurs vulnérabilités, leurs représentations, leur sexualité ou leur rapport à la paternité ?

Si le mot « masculinisme » peut recouvrir des réalités aussi différentes, ne faut-il pas précisément en examiner l'histoire, les définitions successives, les usages concurrents et les luttes qui entourent aujourd'hui sa signification ?

Voilà aussi pourquoi les mots nous intéressent.

Non comme des curiosités détachées du réel.

Non pour établir un dictionnaire universel de tous les néologismes qui apparaissent chaque année.

Mais parce que les mots qui touchent aux hommes, au masculin, à leurs droits, à leur corps, à leur santé, à leur sexualité, à leurs relations, à leurs représentations et au masculinisme lui-même constituent une partie du terrain sur lequel se construit notre compréhension du monde.

AIMEncyclopaedias est une association masculiniste.

La lexicographie est l'un de ses instruments.

Elle n'est pas sa fin.

Nous voulons retrouver certains mots oubliés.

Nous voulons comparer les définitions anciennes et contemporaines.

Nous voulons observer les mots dont le sens s'est déplacé.

Nous voulons étudier les notions nouvelles qui concernent les hommes et participer, lorsque leur sens demeure discuté, à une réflexion rigoureuse sur leur définition.

Nous voulons savoir d'où viennent les mots.

Qui les emploie.

Ce qu'ils désignaient hier.

Ce qu'ils désignent aujourd'hui.

Et parfois ce qu'ils ne permettent plus de dire.

Certes, nous avons été submergés.

Submergés non par des chars ni par des avions, mais parfois par la quantité des discours, des images, des slogans, des catégories, des injonctions et des réactions instantanées que l'univers numérique fait parvenir chaque jour jusque dans nos poches.

Ce qui caractérise notre époque n'est peut-être pas seulement la puissance d'une idée, mais la *tactique* de sa répétition : une phrase reproduite mille fois, une caricature devenue plaisanterie ordinaire, une expression devenue réflexe, une catégorie appliquée à des millions d'individus jusqu'à ce que nous ne remarquions presque plus ce qu'elle contient.

Nous devons donc apprendre à ralentir.

Lire.

Comparer.

Vérifier.

Définir.

Et parfois douter.

C'est également à cette lumière que nous voulons regarder certaines paroles prononcées depuis des institutions qui appartiennent à tous.

En 2015, la nouvelle présidente de France Télévisions déclara qu'il y avait une télévision « d'hommes blancs de plus de 50 ans » et que cela devait changer, dans un propos consacré à son souhait de diversifier les profils représentés à l'antenne. L'existence et la teneur de cette déclaration ont notamment été rappelées ultérieurement dans les travaux de l'Assemblée nationale.⁵

Nous devons restituer cette déclaration honnêtement : elle ne déclara pas qu'il ne devait plus y avoir « de vieux mâles blancs ». Elle avait parlé d'« hommes », et non de « mâles » ; elle expliqua ensuite qu'elle ne prétendait pas fustiger les hommes blancs de plus de cinquante ans mais décrire ce qu'elle considérait comme une réalité de la représentation télévisuelle.⁶

Mais restituer le contexte n'interdit pas la question.

Elle la rend au contraire plus intéressante.

Comment un homme âgé de plus de cinquante ans doit-il entendre une phrase dans laquelle son âge, son sexe et sa couleur deviennent précisément les trois caractéristiques d'une catégorie dont la prédominance doit « changer » ?

Aurions-nous accepté avec la même indifférence une formule construite de façon comparable à propos d'une autre catégorie de la population ? Que penserions-nous, par exemple, d'un responsable public déclarant : « Nous avons une magistrature composée à 72 % de femmes et cela doit changer » ? Les femmes représentent effectivement aujourd'hui 72 % des magistrats en France. Cette phrase hypothétique n'exprime évidemment pas notre position : elle constitue une expérience de pensée destinée à éprouver la symétrie de nos réactions lorsqu'un sexe devient très majoritaire dans une profession.⁷

Approfondissement — représentations, métiers et facteurs explicatifs

La même interrogation peut être étendue au monde du travail. Les branches du bâtiment et des travaux publics ne comptent que 14 % de femmes.⁸

Cela signifie-t-il qu'il faudrait rechercher mécaniquement une parité parfaite dans chaque métier ? Nous ne voulons pas le décider d'avance. Mais nous voulons pouvoir nous demander si toutes les disproportions entre les sexes sont

regardées de la même manière selon qu'elles concernent des fonctions de pouvoir ou de prestige, ou au contraire des métiers pénibles, dangereux ou physiquement exigeants.

Et nous voulons pouvoir étudier les causes de ces répartitions sans en imposer une explication unique. L'éducation, la socialisation, les contraintes économiques et familiales, les conditions concrètes de travail, les préférences individuelles et les aspirations peuvent toutes contribuer à ces différences.

Il convient également de ne pas exclure par principe l'existence de facteurs biologiques lorsque leur influence est étayée par des données solides. Les recherches en neuroendocrinologie comportementale montrent, par exemple, que des hormones telles que la testostérone peuvent moduler certains comportements sociaux. Leur action n'est cependant ni simple ni mécanique.

Une expérience contrôlée menée sur 173 hommes a ainsi observé que l'administration de testostérone augmentait la motivation à entrer en compétition pour le statut chez les participants placés dans une position basse et instable, mais pas uniformément chez tous les participants. Les auteurs y voient donc un effet dépendant du contexte social plutôt qu'une relation simple entre testostérone et comportement.⁹

Une autre expérience randomisée en double aveugle a montré que l'administration de testostérone pouvait conduire des participants à punir davantage des offres injustes, mais également à récompenser davantage des comportements généreux. Les auteurs en concluent que ses effets ne se réduisent pas à une augmentation générale de l'agressivité et peuvent favoriser, selon le contexte, des comportements aussi bien antisociaux que prosociaux lorsqu'ils sont liés au statut.¹⁰

De tels résultats ne permettent évidemment pas de déduire le comportement d'un individu à partir de son sexe ou de son taux hormonal. Ils montrent en revanche qu'il serait scientifiquement imprudent d'exclure a priori toute contribution biologique à certaines différences moyennes de comportement, de préférences ou de trajectoires. Les facteurs biologiques doivent être étudiés conjointement avec les facteurs éducatifs, sociaux, culturels, économiques et individuels, et non leur être opposés.

La différence statistique n'est pas en elle-même la preuve d'une injustice. Mais elle n'interdit jamais de poser la question de l'injustice.

Nous ne posons pas cette question pour juger une personne.

Nous la posons parce que les institutions publiques ont une responsabilité particulière dans les mots qu'elles emploient.

Les mots comptent.

D'autant plus lorsqu'ils viennent de ceux qui parlent au nom d'institutions communes.

D'autant plus lorsqu'ils désignent des groupes humains.

D'autant plus lorsqu'ils peuvent être reçus comme la désignation de ceux qui seraient devenus « de trop ».

Nous ne dirons donc pas que les pouvoirs publics ont « trahi les hommes ».

Le mot serait trop lourd et le parallèle historique trop facile.

Mais nous avons le droit de demander si les préoccupations masculines ont toujours reçu l'attention que leur importance mérite.

Nous avons le droit d'interroger les politiques publiques lorsque leurs catégories semblent asymétriques.

Nous avons le droit d'étudier la façon dont la souffrance masculine est mesurée, nommée, prévenue, étudiée, prise en charge et prise en compte dans les politiques publiques — et de nous demander, lorsque cela est pertinent, quels moyens humains, scientifiques et financiers sont consacrés à cette prise en charge.

Nous avons le droit d'examiner la santé des hommes lorsque ceux-ci meurent en moyenne plusieurs années avant les femmes.²

Nous avons le droit d'interroger la prévention du suicide lorsque près de trois personnes décédées par suicide sur quatre sont des hommes.¹

Nous avons le droit d'interroger les parcours scolaires lorsque les résultats des filles et des garçons présentent des écarts persistants selon les domaines : les filles réussissent davantage dans plusieurs

indicateurs de réussite générale et de diplomation, tandis que les garçons conservent un avantage moyen dans certaines évaluations de mathématiques. Ces différences méritent d'être étudiées sans présumer d'avance de leurs causes ni de leur caractère juste ou injuste.³

Nous avons le droit de nous demander pourquoi certains de ces constats occupent relativement peu de place dans les représentations spontanées que notre société se fait des inégalités entre les sexes.

Et nous avons le devoir, réciproquement, de ne pas transformer chaque différence statistique en preuve automatique d'une discrimination.

C'est là que commence le travail.

Distinguer.

Vérifier.

Comparer.

Comprendre.

Nous ne voulons pas remplacer un dogme par un autre.

Nous ne voulons pas remplacer une caricature des femmes par une caricature des hommes.

Nous ne voulons pas répondre à l'indifférence par le ressentiment.

Nous ne voulons pas davantage construire une identité masculine uniquement à partir des blessures que des hommes ont reçues.

Nous voulons pouvoir aimer être des hommes.

Et réfléchir à ce que cela signifie.

Qu'est-ce qu'un homme au XXI^e siècle ?

Cette question paraît simple.

Elle ne l'est plus.

Je ne souhaite pas que l'homme soit réduit à une catégorie abstraite de « personne », comme si le masculin et le féminin devaient devenir indifférents ou interchangeables.

Je souhaite au contraire que l'homme puisse être reconnu comme homme : avec son corps, son histoire, ses aspirations, ses forces, ses vulnérabilités, ses qualités et ses défauts.

Reconnaître cette réalité masculine ne signifie ni enfermer chaque homme dans un modèle unique, ni prétendre que tous les hommes se ressemblent, ni établir quelque hiérarchie que ce soit entre les sexes.

Cela signifie simplement refuser que l'égalité exige l'indifférenciation.

Égaux ne signifie pas identiques.

Différents ne signifie pas inégaux en dignité.

Les hommes diffèrent profondément entre eux.

Les femmes également.

Et cette diversité individuelle n'oblige pas à prétendre que le sexe serait sans réalité ou sans conséquence.

Cette question nous conduit inévitablement à certaines discussions contemporaines sur l'identité.

Nous devons pouvoir distinguer l'orientation sexuelle et la transidentité. Être homosexuel ou bisexuel renvoie principalement à l'orientation de l'attirance affective ou sexuelle ; la transidentité soulève d'autres questions relatives notamment à l'identité, au corps, au sexe et à la reconnaissance sociale.

Ces réalités peuvent évidemment se rencontrer dans la vie d'une même personne.

Mais elles ne sont pas conceptuellement identiques.

Approfondissement — identité, langage, liberté et critères de consultation

Les transformations contemporaines de l'identité ont également produit des évolutions du langage. Il convient ici encore d'être précis. Il ne s'agit pas toujours de créer une grammaire entièrement nouvelle : certaines formes préexistaient à leurs usages contemporains. Ce qui est plus récent est notamment l'importance prise par le choix individuel des pronoms, par certains usages non binaires et par leur intégration dans des pratiques militantes, sociales ou institutionnelles. Des institutions chargées des droits de la personne ont ainsi accordé une importance particulière aux noms et aux pronoms comme formes d'expression de l'identité de genre.¹¹

Cette évolution contient d'ailleurs une tension lexicale qui mérite réflexion. Le mot « discrimination » désigne juridiquement et socialement un traitement défavorable ou injuste ; mais « discriminer », dans son sens premier, signifie aussi distinguer. Ainsi, une partie de ces innovations linguistiques vise à combattre la discrimination au premier sens en permettant de distinguer plus précisément les identités au second. Certains y voient une reconnaissance plus fine des personnes ; d'autres peuvent y voir la multiplication de catégories qui finissent par prendre une importance croissante dans les relations sociales. Ces deux perceptions méritent d'être distinguées avant d'être jugées.

Il existe également une différence fondamentale entre l'usage librement consenti d'un terme par courtoisie et son imposition. Une personne peut parfaitement choisir, par respect ou par délicatesse, d'employer le nom ou le pronom qu'une autre personne souhaite entendre, tout en conservant une conception différente du sexe ou de l'identité. La difficulté intellectuelle apparaît lorsque cette courtoisie cesse d'être entièrement volontaire et devient une injonction sociale, institutionnelle ou juridique. Celui qui résiste à cette injonction peut alors considérer qu'on ne lui demande plus seulement de se montrer poli, mais d'énoncer ou d'entériner une conception du réel ou de l'identité qu'il ne partage pas.

Une controverse canadienne devenue particulièrement célèbre à partir de 2016 permet d'illustrer cette difficulté. Un professeur de psychologie de l'Université de Toronto s'opposa publiquement à ce qu'il considérait comme l'emploi obligatoire de certains pronoms et critiqua le projet de loi fédéral C-16 en l'inscrivant dans une problématique plus large de « discours contraint ». L'affaire devint rapidement un conflit dépassant de très loin une simple discussion grammaticale : elle porta sur la liberté académique, les droits des personnes trans, les limites de l'obligation linguistique et la possibilité qu'un choix de mots implique l'adhésion à une conception du réel ou de l'identité que l'interlocuteur ne partage pas. Le professeur fut ensuite entendu en 2017 devant le comité sénatorial chargé d'étudier le projet de loi ; il y exposa notamment son opposition à certains pronoms non traditionnels et son interprétation des politiques ontariennes.¹²

Il faut néanmoins restituer le droit avec exactitude. Le projet C-16 ne prescrivait lui-même aucun pronom particulier. Il ajoutait l'identité et l'expression de genre aux motifs de discrimination interdits par la Loi canadienne sur les droits de la personne et étendait certaines dispositions du Code criminel relatives à la propagande haineuse et aux circonstances aggravantes. La ministre de la Justice indiqua devant le Sénat que le texte n'obligeait personne à utiliser un pronom déterminé. Il reçut la sanction royale le 19 juin 2017.^{13,14}

La situation ontarienne était plus nuancée encore. La Commission ontarienne des droits de la personne indique expressément que son Code ne prescrit aucun pronom déterminé. Elle considère cependant que, dans les domaines couverts par le Code — tels que l'emploi, le logement ou certains services — le refus délibéré d'utiliser le nom choisi ou un pronom correspondant à l'identité de genre d'une personne peut vraisemblablement constituer une discrimination. Elle reconnaît parallèlement que la question de savoir si une personne peut imposer un pronom neutre particulier demeure juridiquement moins clairement établie et mentionne l'usage du nom choisi comme solution respectueuse possible.¹¹

Cette controverse eut également un versant beaucoup moins abstrait. En octobre 2016, un rassemblement organisé sur le campus de l'Université de Toronto autour de la liberté d'expression, du projet C-16 et des politiques universitaires dégénéra en affrontements. L'enquête réalisée pour l'université conclut que des individus appartenant aux deux camps avaient contribué aux conflits et à la violence. Elle relève notamment l'usage de haut-parleurs diffusant du bruit afin de perturber le rassemblement ; la police de Toronto dut intervenir et deux étudiants furent ensuite inculpés pour des agressions présumées. Mais le rapport rappelle également que des étudiants avaient dénoncé des agressions verbales et physiques provenant de l'autre camp et reproché aux services de sécurité de ne pas les avoir suffisamment protégés.¹⁵

Dans le même contexte, l'université signala également des menaces en ligne visant certains membres de sa communauté trans et saisit les services de police. Cette réalité interdit donc de transformer l'épisode en récit simple opposant un camp entièrement violent à un autre qui ne l'aurait jamais été.¹⁶

Nous pouvons toutefois en tirer un principe auquel nous entendons nous tenir nous-mêmes : la violence, l'intimidation et la volonté de réduire quelqu'un au silence ne changent pas de nature selon la cause qu'elles prétendent servir. Si nous exigeons, à juste titre, que soient documentés les discours, menaces et comportements

violents qui peuvent apparaître dans certains milieux masculinistes, nous devons appliquer la même exigence aux violences, intimidations ou tentatives de faire taire qui peuvent apparaître chez leurs adversaires.

Et la réciprocité est tout aussi importante : quelques actes violents commis par certaines personnes ne suffisent pas à définir l'ensemble d'un mouvement, d'une communauté ou d'une cause. Ce principe doit s'appliquer aux masculinistes, aux féministes, aux militants trans, à leurs opposants et, plus généralement, à tous les groupes dont nous serons amenés à étudier les idées. Notre refus de la culpabilité collective serait incohérent s'il cessait de s'appliquer dès que nous désapprouvons ceux qui sont concernés.

L'intérêt de cet épisode pour AIMEncyclopaedias est donc également lexicographique. Il montre qu'un pronom, une définition ou une construction grammaticale ne sont pas toujours de simples objets techniques. Dans certaines périodes de transformation sociale, choisir un mot peut devenir à la fois un acte de courtoisie, une affirmation identitaire, un choix philosophique, une norme sociale et parfois une question juridique. C'est précisément lorsque plusieurs de ces dimensions se superposent que les mots doivent être étudiés avec le plus de soin.

Nous voulons pouvoir reconnaître l'intention d'intégration qui anime certaines innovations linguistiques sans considérer pour autant que toute interrogation sur leurs effets serait illégitime. Respecter une personne et discuter d'une proposition sur le langage ne sont pas nécessairement des actes contradictoires. Et la protection contre l'humiliation ne devrait pas nous dispenser d'examiner avec prudence la frontière entre l'accommodement librement consenti, la pression sociale et la contrainte institutionnelle.

Ces désaccords sur le sexe, l'identité ou le langage ne doivent cependant pas devenir des principes d'exclusion. AIMEncyclopaedias a vocation à accueillir toute personne qui souhaite contribuer à ses travaux, dès lors qu'elle respecte les principes, les règles de discussion et les valeurs définies par l'association. Les personnes trans doivent donc pouvoir participer à ses débats, proposer des sources ou des fiches, contribuer aux Dictionnaires Encyclopédiques Masculinistes et prendre part à la vie associative au même titre que les autres membres.

Cette ouverture suppose également une certaine délicatesse dans les relations entre les personnes. Employer le prénom souhaité par quelqu'un ou, lorsque cela est possible, une forme d'adresse qui lui permette de participer sereinement peut relever de la courtoisie et du respect. Une telle courtoisie ne signifie pas nécessairement que tous les participants doivent partager une conception identique du sexe, du genre ou de l'identité. AIMEncyclopaedias doit précisément permettre à des personnes qui ne pensent pas exactement la même chose de travailler, de discuter et parfois de se contredire sans transformer leur désaccord en hostilité personnelle.

Nous voulons ainsi défendre un masculinisme ouvert dans la participation, mais méthodologiquement précis dans certaines consultations. Cette distinction est essentielle. L'ouverture d'une association concerne les personnes qui peuvent y participer ; la définition d'une population interrogée concerne, elle, la question à laquelle une enquête cherche à répondre.

Certaines consultations pourront en effet être organisées en non-mixité lorsque leur intérêt sociologique exige de recueillir spécifiquement l'expérience de personnes dont la trajectoire de développement sexué masculin s'est amorcée dès la conception et s'est poursuivie au cours de la période prénatale, puis qui ont grandi et été socialisées comme garçons avant de vivre comme hommes. Le développement masculin, entendu dans un sens plus large, ne se réduit cependant pas à cette dimension biologique : il se construit également au croisement de facteurs personnels, corporels, éducatifs, familiaux, sociaux et culturels. C'est précisément l'articulation de ces différentes dimensions au cours d'une vie que certaines de nos consultations pourront chercher à documenter. Sur le plan biologique, le sexe chromosomique est établi à la fécondation tandis que la différenciation sexuelle anatomique et gonadique se déroule progressivement pendant la période prénatale.¹⁷

Dans ce cadre, un homme trans pourra participer pleinement à AIMEncyclopaedias, à ses travaux, à ses discussions et aux consultations ouvertes à l'ensemble des membres, tout en n'étant pas comptabilisé dans une consultation dont l'objet méthodologique serait précisément l'expérience de personnes ayant suivi depuis la conception une trajectoire de développement sexué masculin, puis ayant grandi et été socialisées comme garçons et vécu ensuite comme hommes. Réciproquement, si une étude portait spécifiquement sur l'expérience des hommes trans, des femmes trans ou de toute autre population définie, il serait tout aussi nécessaire d'en respecter rigoureusement les critères propres.

Une enquête perdrait précisément une partie de sa valeur si, par crainte de déplaire, elle cessait de définir clairement la population qu'elle prétend étudier. La précision méthodologique n'est pas une hiérarchie des dignités. Elle est une condition de la qualité des données produites et de l'interprétation que l'on peut raisonnablement en tirer.

Il nous paraît donc possible de tenir simultanément deux principes : accueillir largement les personnes et définir rigoureusement certaines populations d'étude. L'un relève de l'hospitalité intellectuelle et associative ; l'autre de la méthode. Les confondre reviendrait soit à fermer inutilement l'association, soit à rendre certaines consultations sociologiquement difficiles à interpréter.

Pour ma part, je considère qu'une transition, aussi profonde qu'elle puisse être dans l'existence et l'identité d'une personne, ne reproduit pas intégralement l'histoire biologique, corporelle et développementale d'une personne née de l'autre sexe.

Cette conviction ne m'oblige en rien à mépriser celui ou celle qui vit autrement cette question.

Elle ne retire à personne sa dignité.

Elle ne justifie aucune humiliation.

Elle ne justifie aucune violence.

Et nous devons être particulièrement attentifs à ce point : une réflexion sur les réalités sexuées ne gagnerait rien à devenir une obsession dirigée contre les personnes trans.

AIMEncyclopaedias n'est pas fondée pour cela.

La question existe.

Nous la traiterons lorsqu'elle rencontrera réellement nos sujets.

Puis nous continuerons notre chemin.

Car notre interrogation est infiniment plus vaste.

Elle concerne ce que signifie être un homme.

Être un fils.

Être un père.

Être un frère.

Être un ami.

Être un amant.

Être seul.

Vieillir.

Travailler.

Tomber malade.

Aimer.

Échouer.

Réussir.

Transmettre.

Mourir.

Elle concerne les droits et les devoirs.

La liberté et la servitude.

Le corps et la santé.

Le désir et la sexualité.

La paternité.

Les représentations culturelles.

Les mots utilisés pour parler des hommes.

Les mots employés par les hommes pour parler d'eux-mêmes.

Et les mots que nous aurons peut-être à inventer lorsque les anciens ne suffiront plus.

Rien n'est perdu pour les hommes.

Je voudrais ici reprendre délibérément cette formule parce que certains lecteurs en reconnaîtront l'écho.

Rien n'est perdu pour les hommes parce que les hommes ne sont pas seuls.

Ils ne sont pas seuls.

Et surtout, le masculinisme n'est pas seul.

Il n'a pas derrière lui un *empire*.

Tant mieux.

Il peut avoir derrière lui quelque chose de beaucoup plus précieux : des hommes et des femmes libres.

Il existe des femmes capables d'entendre une souffrance masculine sans penser que cette écoute enlève quoi que ce soit à la souffrance féminine.

Il existe des femmes qui savent que défendre un fils, un frère, un compagnon, un père ou simplement un homme inconnu lorsqu'il est traité injustement n'est pas une trahison envers les femmes.

Il existe des femmes qui refusent les simplifications de leur propre camp lorsqu'elles les jugent injustes.

Et cela demande parfois du courage.

Nous pourrions, avec une pointe de fantaisie assumée, les appeler les impératrices de l'empathie et de la raison.

Non parce qu'elles auraient besoin d'être décorées par des hommes.

Mais parce qu'un appel sérieux a aussi le droit de sourire.

Et parce que résister aux préjugés de son propre milieu demande souvent davantage de force que de dénoncer ceux du camp d'en face.

Ces femmes ont leur place parmi nous.

Non comme auxiliaires.

Non comme cautions.

Comme interlocutrices.

Comme contributrices.

Comme contradictrices aussi.

Car le désaccord fait partie de notre projet.

Notre adversaire n'est donc pas la femme.

Notre adversaire n'est pas davantage tel homme, telle féministe, tel fonctionnaire, tel journaliste, tel chercheur ou telle personnalité publique.

L'ennemi que nous désignons ici n'a ni visage, ni sexe, ni nationalité.

Il est fait d'idées.

Il est la haine ; la haine, quelles que soient les causes qu'elle prétend servir, les justifications qu'elle invoque ou les personnes qu'elle prend pour cible.

Il est le mépris ; le mépris, quels que soient ceux ou celles contre qui il s'exerce et quelles que soient les raisons par lesquelles on tente de le rendre acceptable.

La culpabilité collective.

La caricature.

La déshumanisation.

Le refus d'écouter.

L'idée qu'un individu pourrait être moralement diminué par sa naissance dans un sexe plutôt que dans l'autre.

L'idée qu'un homme ou une femme vivant aujourd'hui devrait porter une culpabilité morale pour les fautes commises par d'autres hommes ou d'autres femmes, simplement parce qu'ils appartiennent au même sexe.

Et, symétriquement, l'idée qu'une injustice subie par un homme donnerait à celui-ci quelque droit de mépriser les femmes.

Voilà notre véritable ligne de partage.

Elle ne passe pas entre les hommes et les femmes.

Elle traverse les hommes.

Elle traverse les femmes.

Elle traverse peut-être chacun de nous.

Car il est toujours plus facile de généraliser lorsqu'on a été blessé.

Nous devons donc conserver une place particulière pour celles et ceux qui nous contestent parce que leur histoire personnelle leur a enseigné autre chose.

Une femme profondément meurtrie par un homme peut éprouver de la difficulté à entendre certains de nos propos.

Un homme profondément meurtri par une femme également.

Leur douleur mérite d'être entendue.

Elle ne doit cependant pas devenir notre constitution commune.

C'est en ce sens seulement que notre réflexion dépasse nos frontières.

Non parce qu'une « *bataille mondiale* » devrait opposer les hommes aux femmes.

Mais parce que partout existent des hommes et des femmes confrontés à la même alternative : considérer l'autre sexe comme un bloc adverse, ou faire l'effort plus difficile de préserver l'individu derrière la catégorie.

Notre *bataille*, si nous devons employer ce mot en hommage au texte qui inspire cet appel, est donc une bataille d'idées.

Une bataille contre la simplification.

Contre la haine.

Contre l'oubli.

Contre la paresse intellectuelle.

Et parfois contre nos propres certitudes.

Les mêmes instruments qui facilitent aujourd'hui la propagation d'une caricature peuvent d'ailleurs devenir ceux de notre travail.

Internet peut humilier.

Internet peut isoler.

Internet peut fabriquer des foules instantanées.

Mais Internet peut aussi ouvrir une bibliothèque à celui qui vit à mille kilomètres.

Il peut permettre de confronter en quelques minutes des définitions séparées par deux siècles.

Il peut permettre à un historien, un juriste, un médecin, un artiste et un simple lecteur de travailler sur une même question.

Les mêmes moyens qui répandent le bruit peuvent donc servir la connaissance.

Les mêmes réseaux qui transportent l'injure peuvent transporter les idées.

La *force numérique* peut répondre à la *force numérique*. Non en reproduisant la brutalité, la simplification ou la précipitation que les outils numériques peuvent favoriser, mais en utilisant leur immense capacité de diffusion, d'archivage et de mise en relation pour faire circuler des sources, des définitions, des œuvres, des arguments, des contradictions et des connaissances. La puissance technique est la même ; c'est l'usage que nous choisissons d'en faire qui change.

Non par davantage de bruit.

Par davantage de profondeur.

C'est pourquoi, en ce 18 septembre, nous lançons un appel.

Nous, AIMEncyclopaedias, *actuellement à La Rochelle*, ville dont l'histoire évoque à sa manière la liberté, les convictions, les conflits et l'ouverture sur le monde, invitons celles et ceux qui souhaitent participer à cette aventure intellectuelle à *se mettre en rapport avec nous*.

Nous savons la modestie nécessaire à une telle entreprise.

Nous ne sommes ni une université, ni une académie, ni un ministère.

Nous ne prétendons pas réunir à nous seuls toutes les compétences nécessaires.

C'est précisément pourquoi nous lançons cet appel.

Aux historiens.

Aux sociologues.

Aux juristes.

Aux médecins et aux professionnels de la santé.

Aux psychologues.

Aux démographes.

Aux statisticiens.

Aux linguistes.

Aux lexicographes.

Aux philosophes.

Aux enseignants.

Aux bibliothécaires.

Aux archivistes.

Aux artistes plasticiens.

Aux illustrateurs.

Aux photographes.

Aux musiciens.

Aux écrivains.

Aux artisans.

Aux informaticiens.

Aux traducteurs.

Aux collectionneurs.

Aux propriétaires de vieux dictionnaires.

Avec leurs dictionnaires ou sans leurs dictionnaires.

Aux hommes qui ont beaucoup étudié.

À ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans une université mais qui ont beaucoup vécu.

Aux pères.

Aux fils.

Aux jeunes hommes qui cherchent encore les mots pour décrire ce qu'ils ressentent.

Aux hommes âgés qui possèdent une mémoire que nous perdrons si personne ne prend le temps de les écouter.

Aux femmes qui veulent réfléchir avec nous.

À celles qui sont d'accord.

À celles qui ne le sont pas.

À celles qui souhaitent nous rappeler une réalité que nous aurions oubliée.

Aux hommes qui se disent masculinistes.

À ceux que ce mot inquiète.

À ceux qui le contestent.

À ceux qui souhaitent seulement comprendre ce que nous entendons par là.

[Venez discuter.](#)

Venez apporter un document.

Une définition.

Une statistique.

Un témoignage.

Une œuvre.

Une contradiction.

Une question.

[Ou simplement un mot.](#)

Nous ne promettons pas que toutes les propositions deviendront les nôtres.

Nous promettons de vouloir les examiner.

Nous ne promettons pas l'accord.

Nous promettons la discussion.

Nous ne promettons pas l'absence d'erreurs.

Nous promettons de vouloir les corriger.

[Nous ne voulons pas construire un lieu où chacun pense pareil.](#)

[Nous voulons construire un lieu où l'on puisse penser.](#)

Un tel projet est exigeant.

La réflexion lente n'est pas toujours la chose la plus facilement accessible dans un monde organisé autour de l'immédiateté.

Nous le savons.

Nous ne voulons pourtant pas transformer cette exigence en distinction sociale ou intellectuelle.

Une idée juste ne devient pas meilleure parce qu'elle est écrite par un universitaire.

Une idée fausse ne devient pas vraie parce qu'elle possède une bibliographie.

Mais lorsque nous affirmons quelque chose, nous devons faire autant que possible l'effort de savoir pourquoi nous l'affirmons.

C'est notre refuge.

Non un refuge hors du monde.

Un refuge contre son vacarme.

La réflexion dépassionnée.

La raison.

La mémoire.

Le contradictoire.

La liberté.

Et, lorsque toutes ces choses deviennent trop pesantes, un peu d'humour.

Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle guerre des sexes.

Nous avons besoin d'hommes capables de parler.

De femmes capables d'écouter.

De femmes capables de parler.

D'hommes capables d'écouter.

Nous avons besoin de mots.

Nous avons besoin de définitions.

Nous avons besoin de mémoire.

Nous avons besoin d'histoire.

Nous avons besoin de sciences.

Nous avons besoin d'arts.

Nous avons besoin de contradiction.

Nous avons besoin de liberté.

Et nous avons besoin d'une liberté suffisamment solide pour supporter que quelqu'un nous dise :

« Vous vous trompez. »

Alors nous discuterons.

Rien n'est perdu pour les hommes.

Les hommes ne sont pas seuls.

Les femmes non plus.

Et peut-être découvrirons-nous qu'une partie de ce que nous pensions devoir défendre les uns contre les autres peut finalement être défendue ensemble.

Nous appelons donc les hommes de tous les pays à réfléchir avec nous à ce qu'ils sont, à ce qu'ils ont été et à ce qu'ils souhaitent devenir.

Nous appelons les femmes qui le souhaitent à prendre part à cette réflexion.

Nous appelons ceux qui savent à transmettre.

Ceux qui doutent à questionner.

Ceux qui contestent à discuter.

Ceux qui cherchent à chercher avec nous.

Ceux qui possèdent à partager.

Ceux qui créent à créer.

Ceux qui se sentent seuls à découvrir qu'ils ne le sont peut-être pas autant qu'ils le pensent.

Et ceux qui croient que certaines histoires, certains mots et certaines expériences masculines risquent de disparaître à nous aider à les préserver.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la réflexion masculiniste ne doit pas s'éteindre.

Et si nous voulons reprendre jusqu'au bout le clin d'œil qui traverse cet appel, appelons-la aussi, avec un sourire mais sans dérision, *la flamme de la résistance masculiniste.*

Une résistance qui a ses armes : celles de l'intelligence et du cœur. La connaissance, les sources, la mémoire, la raison, la nuance, l'empathie, le courage, l'art et la création.

Sans ennemis humains.

Sans appel à la haine.

Une résistance de la mémoire contre l'oubli.

De la définition contre la confusion.

De la discussion contre l'invective.

De la nuance contre la caricature.

De l'homme réel contre l'homme réduit à un stéréotype.

Cette flamme ne doit pas s'éteindre.

Elle ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, nous continuerons à questionner.

À documenter.

À discuter.

À transmettre.

À faire naître les idées.

Puis à les laisser partir.

Que les idées naissent.

Que le vent d'Ouest les porte !

Que le Zéphyr souffle !!!

David Valente

Président-fondateur d'AIMEncyclopaedias

La Rochelle, 18 septembre 2026

NOTE LITTÉRAIRE ET ÉDITORIALE

L'« Appel du 18 septembre » est né d'un rapprochement de date avec l'Appel du 18 juin 1940. Il ne cherche ni à parodier ni à imiter servilement le texte du général de Gaulle. Il procède plutôt par transposition intertextuelle : certaines formules, certains rythmes et certains mots du texte historique sont déplacés vers une autre situation et un autre objet. Les emprunts ou échos les plus délibérés sont signalés par l'italique. Le texte historique de référence est celui publié par la Présidence de la République.¹⁸

Le procédé repose notamment sur un contre-emploi du vocabulaire du combat. Là où le modèle historique désignait un ennemi militaire et appelait à poursuivre la guerre, le présent texte emprunte ponctuellement ce lexique pour contester la logique contemporaine de « guerre des sexes ». L'adversaire qu'il finit par désigner n'est pas un groupe humain : ce sont la haine, le mépris, la caricature, la culpabilité collective, l'oubli et le refus du contradictoire.

La publication numérique autorise en outre une forme de lecture que ne pouvait offrir le modèle radiophonique de 1940. Certains développements longs, scientifiques, juridiques, documentaires ou méthodologiques peuvent être contractés ou déployés par le lecteur. Ce choix ne constitue pas une version abrégée du texte : aucun développement n'est supprimé. Il permet de préserver à la fois le mouvement et l'accessibilité de l'appel, et la complexité nécessaire à l'examen de certaines questions.

Nous appelons ce principe une « lecture à plusieurs profondeurs ». Le lecteur peut suivre d'abord la ligne principale du texte, puis approfondir librement les passages qui retiennent son attention. Sur le site Internet, cette organisation prendra la forme de développements dépliés. Dans les versions Word et PDF, elle est traduite par une hiérarchie typographique : le bleu foncé signale les passages les plus saillants, intellectuellement ou dans le mouvement même de l'appel ; le corps principal demeure dans la typographie courante ; les approfondissements et les notes sont composés dans un caractère plus petit et plus discret. Aucun de ces niveaux ne constitue un texte séparé : ils appartiennent tous à l'Appel et permettent simplement au lecteur de choisir la profondeur de sa lecture.

Les références documentaires sont regroupées en fin de document afin de ne pas interrompre la lecture. Elles ont pour fonction de documenter ou d'étayer les données, événements, déclarations publiques, éléments juridiques et travaux scientifiques mentionnés dans le texte. Leur présence ne signifie pas que l'Appel adhère à l'ensemble des positions exprimées par leurs auteurs ou institutions.

SOURCES ET RÉFÉRENCES DOCUMENTAIRES

Les références suivantes ont été utilisées pour documenter ou étayer la réflexion. Les pages web ont été consultées le 18 septembre 2026. Les numéros correspondent aux appels de source placés dans le texte.

1. DREES — Jean-Baptiste Hazo, Lucile Aubain, Manon Cadillac, « Le suicide, trois fois plus fréquent chez les hommes, deux fois plus chez les plus modestes », Études et Résultats, n° 1364, 29 janvier 2026. <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/260129-suicide-hommes-modestes-france>
2. Insee, « Bilan démographique 2025 », Insee Première, n° 2087, données d'espérance de vie publiées en 2026. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8719824>
3. Ministère de l'Éducation nationale, DEPP, « Filles et garçons sur le chemin de l'égalité, de l'école à l'enseignement supérieur », édition 2026, mise à jour septembre 2026. <https://www.education.gouv.fr/depp/filles-et-garcons-sur-le-chemin-de-l-egalite-de-l-ecole-l-enseignement-superieur-edition-2026-469418>
4. Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, « Rapport 2026 sur l'état des lieux du sexisme en France : la menace masculiniste », 21 janvier 2026. <https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/rapport-2026-sur-letat-des-lieux-du-sexisme-en-france-la-menace-masculiniste>
5. Assemblée nationale, travaux de la commission d'enquête sur l'audiovisuel public, rappel de la déclaration de 2015 sur une télévision « d'hommes blancs de plus de 50 ans », 2026. <https://questions.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/CRCANR5L17S2026PO874480N025.html>
6. Assemblée nationale, Commission des affaires culturelles et de l'éducation, audition de la présidente de France Télévisions, compte rendu n° 12, 2018-2019 : clarification sur les termes « hommes » / « mâles » et sur le sens donné à la déclaration. <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/opendata/CRCANR5L15S2019PO419604N012.html>
7. Ministère de la Justice, « En 1946, la magistrature s'ouvre aux femmes : 80 ans d'histoire et de progrès », 10 avril 2026. <https://www.justice.gouv.fr/actualites/actualite/1946-magistrature-souvre-aux-femmes-80-ans-dhistoire-progres>
8. DARES, « Les portraits statistiques de branches professionnelles », données publiées en 2026, part des femmes dans les branches du bâtiment et des travaux publics. <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-portraits-statistiques-de-branches-professionnelles>
9. Losecaat Vermeer A. B. et al., « Exogenous testosterone increases status-seeking motivation in men with unstable low social status », Psychoneuroendocrinology, 2020, PMID 31884320. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/31884320/>
10. Dreher J.-C. et al., « Testosterone causes both prosocial and antisocial status-enhancing behaviors in human males », Proceedings of the National Academy of Sciences, 2016, PMID 27671627. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/27671627/>
11. Commission ontarienne des droits de la personne, « Questions et réponses sur l'identité sexuelle et les pronoms ». <https://www.ohrc.on.ca/fr/questions-et-reponses-sur-lidentite-sexuelle-et-les-pronoms>
12. Sénat du Canada, Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, témoignages du 17 mai 2017 sur le projet de loi C-16, audition d'un professeur de psychologie de l'Université de Toronto et d'autres témoins. <https://sencanada.ca/fr/content/sen/committee/421/lcjc/29ev-53339-f>
13. Parlement du Canada, Projet de loi C-16, Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel, sanction royale du 19 juin 2017. <https://www.parl.ca/DocumentViewer/fr/42-1/projet-loi-c-16/sanction-royal>
14. Sénat du Canada, Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, témoignages du 4 mai 2017 sur le projet de loi C-16, intervention de la ministre de la Justice et procureure générale du Canada. <https://sencanada.ca/fr/content/sen/committee/421/lcjc/28ev-53290-f>
15. Université de Toronto, « New report calls for greater awareness, understanding of role of campus police », 14 février 2017, synthèse de l'examen des événements du rassemblement du 11 octobre 2016. <https://www.utoronto.ca/news/new-report-calls-greater-awareness-understanding-role-campus-police>
16. Université de Toronto, « Police investigating online threats to individuals in U of T's transgender community », 14 octobre 2016. <https://www.utoronto.ca/news/police-investigating-online-threats-individuals-u-t-s-transgender-community>
17. Ray R. et al., « Sexual Differentiation », Endotext / NCBI Bookshelf, mise à jour du 24 juillet 2025 ; voir également StatPearls, « Embryology, Sexual Development ». <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/sites/books/NBK279001/>
18. Présidence de la République française, « 18 juin 1940 — Déclaration : texte de l'Appel du 18 juin 1940 ». <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-3453-fr.pdf>